





JUSTICE PÉNALE

---

# 13 | LES VICTIMES

## 13.1 LES VICTIMES D'INFRACTIONS PÉNALES

Parmi les 2,8 millions d'affaires enregistrées et traitées en 2021 par les parquets, 2,1 millions, soit 75 %, présentaient au moins une victime identifiée. 2,6 millions de victimes ont été dénombrées dans ces affaires, soit, en moyenne, 1,2 victime par affaire avec victime. À cet effectif, il convient d'ajouter le nombre de victimes dans les affaires non enregistrées, estimé à 1,3 million en 2021.

Près de la moitié des victimes dans les affaires enregistrées et traitées au parquet en 2021 sont des hommes (45 %), 40 % des femmes et 15 % des personnes morales. Les atteintes aux biens concentrent près de la moitié des victimes (48 %) et les atteintes à la personne humaine plus d'un tiers (38 %). Les autres infractions sont marginales (moins de 6 % pour chaque catégorie d'infractions). Le nombre de victimes par affaire est plus important dans les affaires relatives aux atteintes à l'autorité de l'État ou dans le cas d'infractions en matière de santé publique (1,4 victime par affaire avec victime) que dans les affaires concernant les atteintes aux biens (1,2 victime).

Parmi les 265 200 affaires avec victime jugées au tribunal correctionnel ou par le juge et le tribunal pour enfant en 2021, on dénombre 559 100 victimes soit, en moyenne 2,1 victimes par affaire avec victime. Les atteintes à la personne humaine et les atteintes aux biens représentent respectivement 49 % et 37 % des victimes. Viennent ensuite les atteintes à l'autorité de l'État, mais dans une proportion plus faible (7,4 %). On dénombre plus de victimes par affaire dans les affaires relatives aux atteintes économiques et financières (2,6 victimes par affaire avec victime) ou dans les affaires concernant les atteintes aux biens (2,5 victimes) que dans les affaires d'atteintes à l'environnement (1,7 victime) ou au transport (1,3 victime).

21 600 dossiers d'indemnisation des dommages subis ont été ouverts par les victimes en 2021. Ils doivent être examinés par les commissions d'indemnisation des victimes d'infraction (Civi). Ces commissions ont rendu 22 000 décisions en 2021, dont 47 % ont homologué un constat d'accord. Elles ont accordé 367 millions d'euros d'indemnisation aux victimes.

### Définitions et méthodes

**Victime** : aucune définition précise ne figure dans le Code pénal, mais la victime doit s'entendre ici comme toute personne, physique ou morale, ou groupe de personnes ayant souffert, directement ou indirectement, d'un acte prohibé par la loi pénale.

**Plaignant** : personne qui porte plainte en justice.

**Partie civile** : personne qui s'estime victime d'une infraction et qui intervient dans une procédure pénale pour obtenir une indemnisation de son préjudice.

Dans l'application de gestion des procédures pénales, et donc dans cette fiche, **sont comptabilisés en victimes à la fois les plaignants et les parties civiles**, qu'ils soient reconnus ou non comme victimes lors du traitement de leur affaire.

**Commission d'indemnisation des victimes d'infraction (Civi)** : juridiction spécialisée présente dans chaque tribunal judiciaire chargée d'accorder, sous certaines conditions, une réparation aux victimes d'infraction qui ne peuvent être indemnisées autrement (auteur inconnu, insolvable, etc.). Cette indemnité n'a pas le caractère de dommages et intérêts mais est un secours apporté par l'État. La procédure devant la Civi commence par une phase amiable : la victime dépose sa demande au fonds de garantie des victimes des actes de terrorisme et autres infractions (FGTI), qui doit alors présenter à la victime une offre d'indemnisation. En cas d'acceptation de l'offre par la victime, celle-ci reçoit l'indemnisation dans un délai d'un mois. En cas de refus du fonds de garantie ou de désaccord de la victime, celle-ci peut demander une nouvelle offre au président de la Civi. Celui-ci est libre de refuser sans se justifier. Si la victime ne reçoit pas de nouvelle offre ou si elle refuse l'offre proposée, la phase amiable prend fin. L'instruction de l'affaire se poursuit auprès de la Civi : la commission statue sur la demande d'indemnisation et, si elle accorde une réparation, celle-ci est alors prise en charge par le fonds de garantie.

**Fonds de garantie des victimes d'actes de terrorisme et d'autres infractions (FGTI)** : organisme créé par la loi n°90-589 du 6 juillet 1990 modifiant le Code de procédure pénale et le Code des assurances et relative aux victimes d'infractions. Il regroupe deux missions préexistantes : l'indemnisation des victimes d'actes de terrorisme et l'indemnisation des victimes de certaines infractions pénales.

Cf. glossaire pour les termes suivants : affaire poursuivable, affaire non poursuivable, classement sans suite pour inopportunité de la poursuite, poursuite, réponse pénale, alternative à la poursuite, composition pénale.

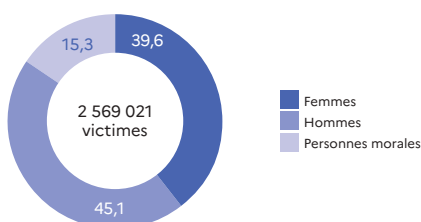
**Champ** : France métropolitaine et DOM, affaires pénales.

**Sources** : ministère de la justice/SG/SDSE, fichier statistique Cassiopée (figures 1, 2 et 3) ; Cadres du parquet (figure 4).

**Pour en savoir plus** : « Plus de 4 millions de victimes dans les affaires transmises à la justice », *Infostat Justice* 142, juin 2016.

## 1. Victimes dans les affaires enregistrées et traitées par les parquets en 2021

unité : %



## 2. Victimes dans les affaires traitées par les parquets en 2021 selon la nature de l'affaire

unité : personne

|  | Victimes         |                  | Affaires avec victime |                  | Nombre de victimes par affaire | Proportion d'affaires avec victime |
|--|------------------|------------------|-----------------------|------------------|--------------------------------|------------------------------------|
|  | Effectif         | Structure (en %) | Nombre                | Structure (en %) |                                |                                    |
| <b>Ensemble</b>                            | <b>2 568 849</b> | <b>100,0</b>     | <b>2 100 881</b>      | <b>100,0</b>     | <b>1,2</b>                     | <b>76,0</b>                        |
| Atteinte aux biens                         | 1 238 568        | 48,2             | 1 064 680             | 50,7             | 1,2                            | 96,1                               |
| Atteinte à la personne humaine             | 987 730          | 38,5             | 752 888               | 35,8             | 1,3                            | 96,7                               |
| Circulation et transport                   | 137 003          | 5,3              | 129 934               | 6,2              | 1,1                            | 45,4                               |
| Atteinte à l'autorité de l'État            | 109 710          | 4,3              | 78 933                | 3,8              | 1,4                            | 43,8                               |
| Atteinte économique, financière et sociale | 63 054           | 2,5              | 47 426                | 2,3              | 1,3                            | 54,2                               |
| Atteinte à l'environnement                 | 27 186           | 1,1              | 23 060                | 1,1              | 1,2                            | 56,6                               |
| Infraction en matière de santé publique    | 5 598            | 0,2              | 3 960                 | 0,2              | 1,4                            | 3,6                                |

Note : les victimes dans les affaires non enregistrées ne sont pas comptabilisées ici.

Note de lecture : en 2021, 76 % des affaires traitées par les parquets présentaient au moins une victime.

 3. Victimes dans les affaires jugées<sup>(1)</sup> en 2021 selon la nature de l'affaire

unité : personne

|  | Victimes       |                  | Affaires avec victimes |                  | Nombre de victimes par affaire |
|--|----------------|------------------|------------------------|------------------|--------------------------------|
|  | Effectif       | Structure (en %) | Effectif               | Structure (en %) |                                |
| <b>Ensemble</b>                            | <b>559 105</b> | <b>100,0</b>     | <b>265 185</b>         | <b>100,0</b>     | <b>2,1</b>                     |
| Atteinte aux biens                         | 205 181        | 36,7             | 83 399                 | 31,4             | 2,5                            |
| Atteinte à la personne humaine             | 275 399        | 49,3             | 139 926                | 52,8             | 2,0                            |
| Circulation et transport                   | 15 654         | 2,8              | 11 825                 | 4,5              | 1,3                            |
| Atteinte à l'autorité de l'État            | 41 568         | 7,4              | 20 573                 | 7,8              | 2,0                            |
| Atteinte économique, financière et sociale | 14 728         | 2,6              | 5 622                  | 2,1              | 2,6                            |
| Atteinte à l'environnement                 | 3 573          | 0,6              | 2 148                  | 0,8              | 1,7                            |
| Infraction en matière de santé publique    | 3 002          | 0,5              | 1 692                  | 0,6              | 1,8                            |

<sup>(1)</sup> par le tribunal correctionnel ou par le juge et le tribunal pour enfants

## 4. Indemnisation des victimes d'infraction

unité : affaire

|   | 2017          | 2018          | 2019          | 2020          | 2021          |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| <b>Dossiers ouverts devant la Civi</b>  | <b>23 705</b> | <b>21 068</b> | <b>20 300</b> | <b>18 501</b> | <b>21 641</b> |
| <b>Décisions rendues par la Civi</b>  | <b>20 696</b> | <b>21 011</b> | <b>19 690</b> | <b>18 385</b> | <b>22 038</b> |
| Hors constat d'accord   | 11 766        | 11 594        | 10 987        | 9 749         | 12 365        |
| dont <i>acceptation totale ou partielle</i>                                     | 6 615         | 6 242         | 6 134         | 5 572         | 6 917         |
| Constat d'accord homologué  | 8 930         | 9 417         | 8 703         | 8 636         | 9 673         |
| <b>Montants accordés (en millions d'euros)</b>                                  | <b>254,36</b> | <b>266,28</b> | <b>330,28</b> | <b>224,24</b> | <b>367,26</b> |
| Hors constat d'accord homologué   | 107,35        | 120,69        | 162,55        | 85,13         | 167,07        |
| Constat d'accord  | 147,01        | 145,59        | 167,73        | 139,11        | 200,18        |
| <b>Appels du FGTI<sup>(1)</sup></b>   | <b>174</b>    | <b>nd</b>     | <b>122</b>    | <b>87</b>     | <b>106</b>    |
| <b>Autres appels</b>  | <b>404</b>    | <b>430</b>    | <b>379</b>    | <b>307</b>    | <b>450</b>    |
| <b>Nombre de demandes d'indemnisation en cours de traitement au 31 décembre</b> | <b>17 772</b> | <b>18 029</b> | <b>20 440</b> | <b>20 630</b> | <b>23 415</b> |
| dont <i>ayant fait l'objet d'une décision sur la provision</i>                  | 3 668         | 4 865         | 5 215         | 4 083         | 5 590         |

<sup>(1)</sup> dont les libérations conditionnelles sous contrainte